

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

12 septembre 2011

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève-Confédération .....	4
Hommage rendu à Mme Micheline Calmy-Rey suite à l'annonce de son prochain départ du Conseil fédéral .....	4
Investigation secrète : oui à la modification du code de procédure pénale .....	4
Genève .....	6
Mise en place d'un service cantonal du sport .....	6
Adoption du schéma de protection, d'aménagement et de gestion des eaux « Lac Rive Gauche » .....	6
Les éléphants du cirque Knie défileront de nouveau à Genève .....	7
Nomination.....	8
Agenda des invitations à la presse .....	9

# Genève-Confédération

---

## Hommage rendu à Mme Micheline Calmy-Rey suite à l'annonce de son prochain départ du Conseil fédéral

Suite à la décision de Mme **Micheline Calmy-Rey** de mettre un terme à son mandat gouvernemental au niveau fédéral au 31 décembre 2011, le Conseil d'Etat a tenu à lui adresser ses plus chaleureux remerciements pour toute l'activité qu'elle a déployée au service de la Suisse.

Le gouvernement genevois a relevé la conviction et le courage avec lesquels Mme Calmy-Rey a fait face aux défis de sa charge et de l'actualité internationale, ainsi que son engagement à défendre la Suisse en toute circonstance et à valoriser la posture humanitaire de notre pays.

Le Conseil d'Etat garde d'excellents souvenirs des visites de Mme Calmy-Rey, notamment lors des actions de représentation, négociation et rencontres dont elle a souvent souhaité que Genève soit le cadre, fidèlement à sa vocation internationale, mais également en décembre dernier, à l'occasion de son accession pour la seconde fois à la présidence de la Confédération (voir [communiqué du 12 décembre 2010](#)).

Mme Calmy-Rey est la quatrième personnalité genevoise à avoir occupé la présidence de la Confédération après M. Adrien Lachenal, M. Gustave Ador et Mme Ruth Dreifuss.



---

## Investigation secrète : oui à la modification du code de procédure pénale

Le Conseil d'Etat a fait part de son soutien à l'[avant-projet de modification du code de procédure pénale \(CPP\) dans le domaine des investigations secrètes](#), mis en consultation par la Commission des affaires juridiques du Conseil national.

Les possibilités d'enquêter de la police se sont vues notablement entravées depuis que le Tribunal fédéral ([ATF 134 IV 266](#)) a placé sur pied d'égalité les « recherches secrètes » et l'« investigation secrète », et depuis la suppression – via le code de procédure pénale du 5 octobre 2007, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 – de la base légale permettant des mesures d'investigation secrète *avant* qu'une infraction soit commise.

Il n'est ainsi plus possible à un policier de procéder à un achat fantôme de drogue pour confondre un petit trafiquant ou de surveiller un « *chatroom* » avant la commission d'actes de pédophilie. Les modifications envisagées par l'avant-projet mis en consultation visent la première situation, la seconde étant de compétence cantonale et devant faire l'objet d'un prochain projet.

La Commission propose ainsi de modifier le CPP de sorte que la définition du concept d'« investigation secrète » soit plus restrictive que celle contenue dans la jurisprudence du Tribunal fédéral. Le projet distingue opportunément les mesures d'investigation qualifiées (sur une longue durée, avec instauration d'une relation

de confiance avec les personnes cibles) qui constituent l'investigation secrète, des mesures moins intrusives, les « recherches secrètes ».

Ces modifications respectent le principe de subsidiarité, reprennent en matière de recherches secrètes les dispositions du CPP sur l'observation (art. 282ss CPP) et, soucieuses des besoins de la pratique, redonnent à la police les moyens nécessaires pour accomplir sa mission.

Le Conseil d'Etat estime que l'avant-projet apporte d'utiles clarifications et facilite la tâche des autorités de poursuite pénale, sans pour autant porter atteinte aux libertés.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DSPE,  
☎ 022 327 92 09.*

---

## Mise en place d'un service cantonal du sport

Après la désignation d'un directeur cantonal du sport le 1<sup>er</sup> juin 2011, le Conseil d'Etat a décidé de regrouper les postes existants dans le domaine du sport à l'Etat de Genève au sein d'un service cantonal du sport.

Ce service est chargé de mettre en œuvre la politique cantonale du sport, de coordonner l'action des différents services et départements de l'Etat dans ce domaine et d'assurer les liens avec la Confédération, les communes et les milieux sportifs, sur le modèle des autres cantons romands.

La mise en place de cette nouvelle structure n'engendre pas de coût supplémentaire pour l'Etat de Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Olivier Mutter, directeur cantonal du sport, DIP, ☎ 022 546 69 63.*

---

## Adoption du schéma de protection, d'aménagement et de gestion des eaux « Lac Rive Gauche »

Le Conseil d'Etat a adopté un deuxième schéma de protection, d'aménagement et de gestion des eaux (SPAGE), tel qu'institué par l'article 13 de la [loi cantonale sur les eaux](#).

L'objectif consiste à concilier, sur le territoire de la rive gauche, les différents enjeux liés à l'eau : protection contre les crues, usages (boisson, loisirs, production énergétique), assainissement des eaux usées, pratiques agricoles ou encore protection des cours d'eau. Ce [SPAGE](#) touche les bassins versants de la Seymaz, de l'Hermance, du Foron ainsi que des affluents du Léman.

Cette démarche concertée, qui a fait l'objet d'une consultation des partenaires concernés du 7 septembre 2010 au 3 février 2011, permet au canton de Genève de se doter d'outils efficaces afin de gérer sur le long terme ses ressources en eau. Le [premier SPAGE](#), concernant les bassins versants de l'Aire et de la Drize, a été adopté par le Conseil d'Etat le 24 mars 2010.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anne Marie Huismans, service de la planification, direction générale de l'eau, DIM, ☎ 022 546 74 25.*

---

## Les éléphants du cirque Knie défilent de nouveau à Genève

Le Conseil d'Etat a adopté son rapport répondant à la [résolution](#) du Grand Conseil en faveur de la réintroduction du défilé des éléphants du cirque Knie.

Dans son rapport, le gouvernement précise que le défilé n'a pas eu lieu en 2011 mais que le cirque Knie fera tout son possible pour le réintroduire en 2012.

Conscient que cette tradition, interrompue depuis 2009, est importante pour la population genevoise (voir notamment [point de presse du 3 septembre 2008](#)), le Conseil d'Etat remercie le cirque Knie pour son engagement.



*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,  
☎ 022 546 66 70.*

# Nomination

---

## Nouveau directeur au sein des Transports publics genevois



Le Conseil d'Etat a approuvé la nomination de M. **Benjamin Vincent** en qualité de directeur du domaine finances et gestion au sein des Transports publics genevois (TPG), suite à la décision du conseil d'administration des TPG du 16 mai 2011.

Agé de 36 ans, M. Benjamin Vincent est titulaire d'un baccalauréat scientifique et d'une formation universitaire en mathématiques, physique et informatique. Il possède également un diplôme de l'[Institut de formation aux affaires et à la gestion \(IFAG\)](#).

M. Vincent a exercé des responsabilités d'audit, de contrôle de gestion et de gestion de projets dans de grandes entreprises de l'industrie automobile. Engagé aux TPG en tant que responsable de la coordination de projets, avant d'être nommé responsable du contrôle de gestion, il a participé activement à la réalisation du [contrat de prestations 2011-2014](#) entre l'Etat de Genève et les TPG et du dossier du nouveau centre de maintenance « En Chardon » (voir [point de presse du 19 mai 2011](#)).

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM, ☎ 022 327 96 05, ou M. Philippe Anhorn, responsable de la communication des TPG, ☎ 022 308 34 11.*



# Agenda des invitations à la presse

---

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
19 septembre 14h30	Modification de la loi générale sur les zones de développement industriel (LGZDI)	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES  DCTI	Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88  Laurent Forestier ☎ 022 327 94 12
22 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2012 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Roland Godel (DF) ☎ 022 327 98 07